Force Ouvrière

AXA France

29 Mars 2007

Quel trophée recherche AXA cette fois… !

En septembre 2006, FORCE OUVRIERE dénonçait, en s'appuyant sur un article de la chronique mensuelle d'AMNESTY INTERNATIONAL, la politique d'investissement d'AXA.

Nous mettions en évidence les contradictions entre d'un coté le discours, les bonnes actions de façade et de l'autre les actes et l'hypocrisie des réalités consistant à financer des sociétés fabriquant des mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions : armes particulièrement atroces et controversées.

Une première victoire était acquise concernant les mines antipersonnel puisque le groupe AXA s'engageait à exclure les fabricants de ses investissements.

Devons-nous pour autant en conclure que le message est passé ? Malheureusement non puisque les entreprises de fabrication de bombes à sous-munitions restent dans le champ des investissements du groupe. Les dirigeants d'AXA – Bébéar en tête - ont beau se démener en expliquant que l'éthique d'une entreprise se mesure sur les investissements directs et que les bombes à sous-munitions ne sont pas condamnées par une convention internationale, il n'en reste pas moins vrai que de telles pratiques ne peuvent, en aucun cas, figurer à l'actif d'une entreprise qui prétend être une référence et veut gagner la préférence (à moins qu'il s'agisse de celle des fabricants d'armes….).

LA VITRINE : C'EST AXA ATOUT CŒUR, MAIS LA REALITÉ… C'EST L'HORREUR !

Nous avons toujours fait preuve de circonspection vis-à-vis d'AXA Atout Cœur. Bien entendu, l'engagement des personnes n'est pas en cause. C'est l'utilisation que peut en faire l'entreprise AXA et certains de ses dirigeants qui nous dérange.

En tant que syndicalistes, nous sommes en permanence confrontés aux conséquences de la politique sociale d'AXA. Nous savons ce qu'impliquent un licenciement, une fin de contrat, un refus d'embauche en CDI. Nous connaissons les réalités des fins de mois difficiles, les problèmes de surendettement, les états dépressifs dus au surmenage, aux pressions, aux discriminations, aux mises à l'écart, etc. Nous n'ignorons pas le stress permanent qui règne chez le personnel commercial et de plus en plus chez les administratifs. La peur du lendemain, l'angoisse de l'objectif non atteint, les conditions de travail qui se dégradent…

Déformation professionnelle diront certains ! Parce qu'en plus nous devrions nous extasier et applaudir des deux mains cette grande et belle entreprise pour ses actions caritatives et humanitaires ? Désolés, mais au risque de choquer nos collègues, nous sommes trop habitués aux méandres de la politique d'AXA pour savoir qu'entre les beaux et bons sentiments affichés pour séduire le badaud et la réalité des choses, il y a une telle distance, un tel fossé, que nous serions bien en peine d'en mesurer les profondeurs….

En un mot, a AXA comme dans certains magasins de l'ex. URSS, il y a la vitrine rutilante et attirante alors que le fonds de commerce est vide et avarié.

Exagérons nous ?

Il suffit de lire l'article au verso extrait de « la chronique » mensuel d'AMNESTY INTERNATIONAL du mois de septembre 2006 pour se convaincre du contraire. Sous le titre : AXA, « entreprise responsable » ? AMNESTY rejointe par d'autres associations (Handicap International entre autres) dénonce sans ambages l'action et le comportement de l'entreprise.

Eh oui ! Qu'on se le dise, pendant qu'Henri De Castries saute sur des mines d'or, des corps d'enfants se trouvent déchiquetés parce qu'ils ont marché sur des mines antipersonnel… financées par AXA.

Amnesty International, rejointe par Handicap International, après avoir adressé une lettre ouverte à AXA en juin 2006, après avoir édité 26000 cartes-action dont plus d'un quart seraient parvenues à l'entreprise (qui a affecté un salarié pour répondre à cet envoi massif), après avoir sollicité diverses entrevues avec les dirigeants du groupe, a du se rendre à l'évidence : **AXA n'a nullement l'intention de désengager les fonds investis dans ces entreprises à vocation criminelle** (lire article des échos ci-contre)**.**

Tous droits réservés – Les Echos – 2007
02/03/07 P. 29 Finance
FINANCE

AXA boycotté Par des ONG

Amnesty International et Handicap International ont annoncé Hier avoir résilié tous leurs Contrats d'assurance avec AXA pour protester contre *« ses investissements Directs ou indirects dans Des sociétés fabriquant des mines Antipersonnel ou des bombes à Sous-munitions* [BASM] *».* Les deux ONG reconnaissent qu'en avril 2006AXA avait décidé d'arrêter tout investissement direct dans les entreprises fabriquant des mines antipersonnel, se conformant ainsi au traité d'Ottawa interdisant ces armes, ratifié par la France en 1997. Mais elles accusent l'assureur de continuer à proposer à ses clients d'investir en leur nom dans de telles entreprises.*« Il n'est pas acceptable qu'une société française puisse proposer à ses clients des produits financiers incluant des actifs dans des entreprises liées à des activités sanctionnées par la législation française »,* assurent les deux ONG.

68 institutions financières.

Par ailleurs, une étude de l'ONG belge Netwerk Vlaanderen, publiée en collaboration avec Handicap International et Human Rights Watch, assure qu'AXA aurait investi en 2006 5,5milliards de dollars dans treize compagnies fabriquant des BASM. Selon ce rapport, 68 institutions financières ont participé ces trois dernières années au financement de six grands producteurs de bombes à sous-munitions, dont les groupes européens Thales et EADS. Elles auraient accordé entre 2004 et 2007 des crédits de l'ordre de 10 milliards d'euros à ces six fabricants de bombes à sous-munitions, et garanti l'émission d'obligations à hauteur de 1 milliard d'euros, indique cette étude, qui épingle aussi la banque belgo néerlandaise Fortis, ABN AMRO, la Société Générale ou encore Deutsche Bank.

Ces deux Organisations Non Gouvernementales ont donc décidé de résilier tous les contrats d'assurance qui les liaient avec AXA.

Comme contre publicité, on ne peut pas faire mieux ! Helena n'a pas eu de chance !

Le pire est que, dans une note à l'encadrement, pour démultiplication si nécessaire, AXA s'enferre dans un argumentaire qui se voulant explicatif et justificatif, n'a pour effet que de démontrer la mauvaise foi et le mépris.

On comprend mieux ainsi pourquoi Henri de Castries se pavane dans les médias à connotation militaire. Mais ne doit-on pas s'interroger lorsqu'il s'agit de radios ou de journaux à vocation religieuse ? Certes, il peut évoquer sa foi permanente qui guide sans cesse ses actions. Il aura sans doute du mal à convaincre son prochain, qu'au nom de la morale chrétienne, il accepte que son entreprise ait du sang sur les mains… A moins que nous rentrions dans l'ère d'une nouvelle croisade ayant pour objectif de nous convertir à St CAC, bientôt les premières armes seront distribuées sous forme d'actions en lieu et place d'augmentation de salaire. Ce avec la bénédiction de Partenaires « Sociaux » bien prompts à se targuer de l'obtention de cette « Reconnaissance » ; sont-ils si dupes ?

Le Syndicat FORCE OUVRIERE ne peut que condamner de telles attitudes qui vont, sans aucun doute, avoir des répercussions sur l'activité commerciale en France (certains clients ont d'ores et déjà résilié leurs contrats) et aggraver encore plus les conditions de travail des salariés tant du personnel commercial que des administratifs.

Elle ne peut que constater la distance permanente entre les discours de nos dirigeants et leurs actes.

Elle ne peut que déplorer que ces agissements aboutissent, avec la complicité de certains partenaires sociaux, à une déliquescence des conditions de travail et du pouvoir d'achat au profit de « concepts » tels que la culture d'entreprise, ambition 2012, les engagements et les comportements codifiés « AXA » et autres valeurs dont on peut maintenant s'interroger sur la véritable origine et les objectifs cachés qu'ils poursuivent.